

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle Chronique, Eolien & Sites et sols pollués  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

Auxerre, le 8 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **MOULINS DUMEE S.A.**

20 Rue Amédée Guérard - BP 365  
89100 SENS

Références : 230109  
Code AIOT : 0005425719

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2023 dans l'établissement MOULINS DUMEE S.A. implanté 4 Rue du Port au Vin 89100 GRON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MOULINS DUMEE S.A.
- 4 Rue du Port au Vin - 89100 GRON
- Code AIOT : 0005425719
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MOULINS DUMEE est autorisée à exploiter une installation de meunerie sur le territoire de la commune de GRON. Les installations s'étendent sur une superficie de 82 200 m<sup>2</sup>. Le moulin fonctionne 24h/24, sur environ 300 jours/an.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Consignes d'exploitation
- Autosurveillance des niveaux sonores
- Autosurveillance des émissions atmosphériques
- Installations électriques
- Autosurveillance des rejets aqueux
- Confinement
- Moyens de lutte contre l'incendie

- Installations électriques
- Surveillance du stockage.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 1.6.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 7.5.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 6.2.2 et 9.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 3.2.3, 3.4 et 9.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Auto surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 4.3.11 et 9.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Confinement	Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 7.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 7.2.4	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Surveillance du stockage	Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 8.1.5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 7.3.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations ont été trouvées très propres. Cependant, il n'y a pas eu de suivi depuis la dernière inspection. Aucune mesures de bruit, aucuns contrôles de rejets atmosphériques ou des rejets aqueux n'ont été réalisés. Un projet de mise en demeure est proposé.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Classement rubrique
<p><b>Constats :</b> L'exploitant indique une augmentation de la capacité de production, passant de 450 t/j à 500 t/j.</p> <p>Un courrier au Préfet a été établi le 25 janvier 2023 mais non transmis aux services de l'Etat.</p> <p>Le courrier et le dossier de porté à connaissance devront être transmis au bureau de l'environnement de la préfecture de l'Yonne. Ils comporteront les pièces justificatives.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Lettre de suite préfectorale
<p><b>Observations :</b> Le dossier est à transmettre à la préfecture de l'Yonne dont l'adresse de correspondance est la suivante : Préfecture de l'Yonne - SAPPIE - Bureau Environnement - Place de la Préfecture - 89016 AUXERRE CEDEX.</p> <p>Vous pouvez utiliser le formulaire dématérialisé <a href="https://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/declarer-une-modification-dans-une-icpe-a8521.html">https://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/declarer-une-modification-dans-une-icpe-a8521.html</a></p>
<b>Proposition de suites :</b> 1 mois

## N° 2 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation,- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles,- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues aux articles 7.4.1 et 7.4.2,- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Quelques affiches ont été mises en place mais les consignes d'exploitation complètes telles que prescrites doivent être rédigées et affichées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Autosurveillance des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 6.2et 9.2.4		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des niveaux sonores		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
<b>Localisation des points de mesure</b>	<b>PERIODE DE JOUR</b> Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	<b>PERIODE DE NUIT</b> Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point 1	70 dB(A)	60 dB(A)
Point 2	70 dB(A)	60 dB(A)
Point 3	70 dB(A)	60 dB(A)
Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté puis tous les 5 ans.		
<b>Constats :</b> La seule étude de bruit réalisée date de 2016. Elle n'a pas été présentée le jour de l'inspection. Celle-ci a été envoyée après l'inspection. Les valeurs étaient conformes La prochaine étude de bruit devait avoir lieu dans un délai de 5 ans, à savoir 2021.		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription		
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois		

#### N° 4 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait réaliser ces mesures au minimum tous les ans.
<b>Constats :</b> Les mesures de rejets atmosphériques n'ont jamais été réalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Autosurveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 4.3.11 et 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales  L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :  Les mesures portent sur le rejet EP1. L'exploitant fait réaliser ces mesures au minimum tous les ans.
<b>Constats :</b> Les mesures de rejets aqueux n'ont jamais été réalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie, doivent être confinées sur site avant rejet éventuel dans le milieu naturel. Le volume nécessaire doit également tenir compte du volume d'eau lié aux intempéries. A cet effet, le dispositif de confinement des installations est composé :- d'une bordure d'une dizaine de centimètres autour de la surface imperméabilisée de 18 000 m <sup>2</sup> , qui permet de garantir une rétention de 1 800 m <sup>3</sup> - la fosse des élévateurs, pour un volume de rétention de 350 m <sup>3</sup> - d'un système d'obturation placé avant le rejet dans le milieu naturel L'étanchéité de ces dispositifs doit être assurée et régulièrement contrôlée. Une consigne doit prévoir la fermeture systématique de ces dispositifs en cas d'incendie ou d'incident susceptible d'entraîner une pollution des eaux. Le volume de confinement ainsi constitué s'établit à 2 150 m <sup>3</sup> a minima. L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la présence d'un bassin de confinement ni justifier de sa capacité. Aucun système d'obturation n'a été constaté avant le rejet dans le milieu naturel. L'exploitant n'a pas pu justifier également de la présence d'une vanne d'isolement. Aucune consigne n'a été présentée à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de danger. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :- d'un moyen permettant d'alerter les service d'incendie et de secours,- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1,- sur site, un poteau incendie présentant un débit de 2 x 100 m³/h,- un poteau situé à 200 mètres des installations, rue du Port au Vin, délivrant 200 m³/h,- des extincteurs adaptés aux risques, maintenus en état de fonctionnement et répartis à l'intérieur des bâtiments et à proximité des dégagements.
<b>Constats :</b> Des poteaux incendies, des RIA, des colonnes sèches ainsi que des extincteurs ont été installés dans l'enceinte de l'établissement.  Il a été constaté toutefois qu'un RIA ainsi qu'un extincteur n'étaient pas accessibles (palette située devant).  L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie reste accessible à tout moment.  L'ensemble des poteaux incendie ont été testés le 12 mai 2022. Les résultats sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Installations électriques Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement : • une description des installations électriques présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, • un avis sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds, • un avis sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les installations électriques ont été vérifiées du 20 au 27 février 2020 par la société APAVE. Les rapports ainsi que les certificats Q18 et Q19 ont été transmis par l'exploitant. Des observations ont été réalisées pour l'ensemble du site.  Un suivi des actions à réaliser est mis en place pas l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 9 : Surveillance du stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 8.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance du stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température,...) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.
<b>Constats :</b> Les cellules de stockage ne sont pas équipées de thermométrie. Aucun relevé, ni aucune procédure n'existent.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois